

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 923^e
SÉANCE

Mercredi 13 novembre 1963,
à 10 h 50

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
<i>Point 39 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Coopération en vue de supprimer l'analphabétisme dans le monde: rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (suite)</i>	283

Président: M. Ismael THAJEB (Indonésie).

POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR

Coopération en vue de supprimer l'analphabétisme dans le monde: rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (E/3771 et Corr.1 et 2, A/5527, A/C.2/L.733/Rev.3 et Add.1) [suite*]

1. M. JAZAIRY (Algérie) présente le projet de résolution révisé des 42 puissances concernant une campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle (A/C.2/L.733/Rev.3 et Add.1) et dit que les auteurs se sont efforcés d'y inclure le plus grand nombre possible des amendements qui ont été proposés ou présentés oralement aux 918^{ème} et 919^{ème} séances. Les troisième et quatrième alinéas du préambule ont été modifiés pour tenir compte du premier des amendements du Royaume-Uni (A/C.2/L.755) et des suggestions du Brésil et de la RSS d'Ukraine. Les paragraphes 1 et 2 du dispositif ont été remaniés de manière à prendre en considération les amendements des Etats-Unis (A/C.2/L.754) et de la France (A/C.2/L.757) et la suggestion de la délégation grecque. Pour donner satisfaction aux délégations française, néo-zélandaise et britannique, les auteurs ont également changé le libellé des paragraphes 3 et 4 du dispositif. Le paragraphe 5 a été modifié de la manière suggérée par les délégations brésilienne, péruvienne et française, et les mots "sur la base de la résolution 1.2531 de l'UNESCO" ont été supprimés.

2. En ce qui concerne les amendements révisés des Etats-Unis (A/C.2/L.754/Rev.1), les auteurs n'ont pas été en mesure de les accepter. Celui qui porte sur le paragraphe 3 du dispositif exclurait les organismes nationaux qui s'occupent de l'éducation et serait incompatible avec l'idée d'effort national dont il est fait état au cinquième alinéa du préambule. Quant à l'amendement tendant à modifier le paragraphe 5, il équivaut à nier le principe même de la nécessité de lancer une campagne mondiale. Dans un esprit de compromis, la délégation algérienne a proposé officiellement à la délégation des Etats-Unis de remplacer dans ce paragraphe, après le mot "appuyer", les mots "une campagne mondiale" par l'expression "les efforts nationaux", les mots "cam-

pagne mondiale de" figurant désormais avant le mot "coopération", de manière que le membre de phrase se lise comme suit: "... à étudier les moyens d'appuyer les efforts nationaux pour la suppression de l'analphabétisme grâce à une campagne mondiale de coopération et d'assistance internationales...". La délégation algérienne exprime l'espoir qu'on étudiera plus avant cette solution de compromis qui mettrait en relief l'importance des efforts nationaux dans la lutte contre l'analphabétisme.

3. M. Jazairy estime que les auteurs du projet de résolution ont fait preuve d'un grand esprit de conciliation en incorporant à leur texte 26 amendements ou suggestions présentés par 13 pays. Le texte révisé mérite d'être appuyé par tous les pays, qu'ils soient riches ou pauvres. La délégation algérienne espère que le résultat du vote prouvera qu'il existe réellement une solidarité internationale dans le domaine de l'éducation.

4. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) estime que les auteurs se sont efforcés sincèrement de rédiger un texte qui soit acceptable dans l'ensemble. La délégation des Etats-Unis n'insistera pas sur ses amendements initiaux (A/C.2/L.754) en raison des modifications apportées par les auteurs. En ce qui concerne ses amendements révisés (A/C.2/L.754/Rev.1), M. Finger dit que l'un d'eux est beaucoup moins important que l'autre. Le premier amendement n'a pas pour objet d'exclure les organismes nationaux, et sa délégation est disposée à ajouter au texte les mots "et les organisations nationales non gouvernementales des pays en voie de développement". En ce qui concerne le paragraphe 5 du dispositif, il n'existe pas de divergence d'opinions entre les pays industriels et les pays en voie de développement quant à la nécessité d'intensifier l'action entreprise pour supprimer l'analphabétisme. Il s'agit de savoir si une campagne mondiale est le meilleur moyen de poursuivre cette action. L'amendement oral proposé par la délégation de l'Algérie améliore nettement le texte, mais il serait bon, afin de tenir compte de l'opinion de tous les membres de la Commission, d'insérer les mots "ou à d'autres mesures" entre le mot "mondiale" et le mot "de" dans le nouveau texte proposé par le représentant de l'Algérie. De la sorte, ce paragraphe ne préjugerait pas la formule de coopération la plus efficace.

5. M. GUINNESS (Royaume-Uni) remercie les auteurs et notamment le représentant de l'Algérie des efforts qu'ils ont déployés pour remanier le texte dans le sens qui avait été suggéré devant la Commission. Etant donné que l'une de ses propositions a été incorporée dans le nouveau texte, sa délégation n'insistera pas sur les autres amendements (A/C.2/L.755).

6. M. BOLT (Nouvelle-Zélande) sait gré aux auteurs des efforts qu'ils ont faits pour répondre aux vœux de sa délégation et note avec satisfaction qu'un de ses amendements (A/C.2/L.756) a été incorporé dans

*Reprise des débats de la 920^{ème} séance.

le nouveau texte. La délégation néo-zélandaise aurait préféré que le projet de résolution fût explicitement mention de la possibilité d'entamer des consultations avec les organisations intergouvernementales compétentes. Au cas où les auteurs jugeraient trop difficile d'en faire état, il voudrait obtenir l'assurance, avant le vote, que cette idée ressort implicitement du texte actuel, notamment en ce qui concerne les projets pilotes. M. Bolt retire ses amendements et espère qu'il sera possible de s'entendre sur la base de l'amendement oral de l'Algérie au paragraphe 5 du dispositif.

7. M. VIAUD (France) dit que sa délégation a eu l'occasion de s'entretenir avec les auteurs du projet de résolution, et il les remercie de leur coopération.

8. Les auteurs n'ont pas repris les termes du texte présenté par la France (A/C.2/L.757), mais ils ont respecté l'esprit de son amendement, et la délégation française peut donc accepter la nouvelle version du paragraphe 2 du dispositif. Eu égard aux amendements révisés des Etats-Unis (A/C.2/L.754/Rev.1), elle retire son amendement au paragraphe 5. M. Viaud espère que la Commission trouvera un terrain d'entente dans le sens suggéré par l'Algérie et les Etats-Unis.

9. M. OCHIRBAL (Mongolie) rend hommage à la bonne volonté des auteurs, qui ont tenu compte des différentes opinions exprimées par les membres de la Commission. Il souligne que les amendements présentés par sa délégation (A/C.2/L.759) avaient pour objet de préciser le rôle des Etats dans la lutte contre l'analphabétisme. La délégation mongole continue de penser qu'il y a lieu de développer les systèmes nationaux d'instruction primaire. Cependant, elle retire les amendements, les auteurs ayant indiqué que le dernier alinéa du préambule répond à cet objet du fait qu'il mentionne la résolution 1.2531 de la Conférence générale de l'UNESCO, et elle votera pour le projet de résolution.

10. M. FERNANDINI (Pérou) dit que, compte tenu des efforts déployés par les auteurs, sa délégation, après s'être entretenue avec d'autres délégations, a décidé de retirer ses amendements (A/C.2/L.760) afin d'assurer un vote unanime. A la suite des amendements de l'Algérie et des Etats-Unis, l'unanimité n'est pas loin de se faire.

11. M. MALHOTRA (Népal) dit qu'il a examiné avec les auteurs du projet de résolution les suggestions présentées par sa délégation à la 919^{ème} séance. La délégation du Népal s'estime complètement satisfaite par les explications des auteurs et par le texte révisé. Elle a donc décidé de devenir coauteur du projet.

12. M. SIMHA (Inde), parlant au nom des auteurs, se félicite de l'esprit de compréhension dont ont fait preuve les délégations qui ont présenté des amendements. La délégation des Etats-Unis a reconnu que son amendement au paragraphe 3 du dispositif n'était pas très important. La délégation indienne espère toutefois que les Etats-Unis n'insisteront pas sur leur amendement au paragraphe 5, car ce paragraphe a été considérablement assoupli de manière à tenir compte des différents points de vue. Certes, il faut avant tout mettre l'accent sur l'effort national, mais il n'en est pas moins urgent d'entreprendre une campagne mondiale, pour reprendre les termes employés dans le rapport de l'UNESCO (E/3771 et Corr.1 et 2). Il n'entre pas dans les intentions des auteurs

d'accorder la priorité à une campagne d'alphabétisation aux dépens des programmes nationaux ou internationaux de développement. A ce propos, il faut observer que le paragraphe 3 du dispositif mentionne l'alphabétisation comme un élément essentiel du progrès économique et social durant la Décennie des Nations Unies pour le développement. Le paragraphe 5 du dispositif ne fait aucune mention des incidences financières; le Secrétaire général est simplement invité à étudier les moyens d'appuyer une campagne mondiale.

13. En ce qui concerne l'amendement oral des Etats-Unis au paragraphe 5 du dispositif, les mots "ou à d'autres mesures" ne conviennent pas, puisque le paragraphe en question ne propose aucune mesure. M. Simha demande instamment à la délégation des Etats-Unis de ne pas insister sur son amendement.

14. M. MONTENEGRO MEDRANO (Nicaragua) annonce que sa délégation retire son amendement (A/C.2/L.758), qu'avaient motivé des considérations exposées dans le rapport de l'UNESCO.

15. M. CARANICAS (Grèce) dit que sa délégation peut appuyer le texte révisé du paragraphe 1 du dispositif. Cependant, elle n'est pas entièrement convaincue par les arguments que le représentant de l'Inde a fait valoir en faveur du paragraphe 5 et elle préférerait qu'il ne fût pas fait mention d'une campagne mondiale. Dans ce paragraphe, il serait plus exact de parler du "Président de la Banque mondiale" plutôt que des "directeurs de la Banque mondiale et des organismes qui y sont affiliés".

16. M. EL BANNA (République arabe unie) ne comprend pas pourquoi on est opposé à ce qu'il soit fait mention d'une campagne mondiale, puisque celle-ci a fait l'objet du rapport de l'UNESCO.

17. M. SUGAIR (Arabie Saoudite) rappelle que sa délégation a décrit, au cours d'une séance plénière de l'Assemblée générale (1235^{ème} séance), les efforts opiniâtres déployés par son gouvernement pour développer l'instruction en Arabie Saoudite. Sa délégation appuie pleinement le projet de résolution et s'est jointe à ses auteurs.

18. M. BEN SAOUD (Libye) dit que les auteurs du projet de résolution, dont la plupart représentent des pays en voie de développement, ont fait preuve de beaucoup de patience, car la suppression de l'analphabétisme présente pour eux une très grande importance. Il rend hommage à l'esprit de coopération manifesté par d'autres délégations, notamment celles dont les amendements n'ont pas pu être pris en considération. Il demande instamment à tous les intéressés de faire encore un effort, de manière que le projet de résolution soit adopté à l'unanimité.

19. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) explique que sa délégation aurait pu appuyer le projet de résolution si les auteurs avaient accepté les amendements péruviens (A/C.2/L.760). Elle apprécie à leur juste valeur les efforts qu'ont fait les auteurs pour parvenir à un accord, mais ne pourra voter pour le projet, à moins que l'amendement des Etats-Unis au paragraphe 5 ne soit accepté ou qu'on arrive à un compromis acceptable. Il est vrai que le rapport de l'UNESCO a trait à une campagne mondiale, mais la résolution 1677 (XVI) de l'Assemblée générale, qui a invité l'UNESCO à examiner sous tous ses aspects la question de la suppression de l'analphabétisme dans le monde, n'en fait pas état. Il n'y a donc pas de raison pour que l'Assemblée générale

se prononce maintenant pour une campagne mondiale et exclue la possibilité de prendre d'autres mesures.

20. M. JAZAIRY (Algérie) confirme, à l'intention du représentant de la Nouvelle-Zélande, que les auteurs entendent bien que l'UNESCO consulte les organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées au sujet de la planification, du contrôle et du financement des projets pilotes mentionnés au paragraphe 4 du dispositif. Ils acceptent la proposition du représentant de la Grèce concernant l'emploi des mots "le Président de la Banque mondiale" au paragraphe 5.

21. M. SIMHA (Inde) ne peut accepter l'amendement verbal des Etats-Unis au paragraphe 5 du dispositif, car son sens n'est pas clair. Il serait inopportun de mentionner "d'autres mesures" dans un paragraphe qui n'en propose aucune. Il faut manifestement entreprendre une action internationale pour combattre l'analphabétisme, puisque l'Assemblée générale a adopté des résolutions en la matière et que les Nations Unies s'intéressent à la question.

22. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) explique que les "autres mesures" mentionnées par sa délégation sont d'autres mesures d'action concertée et accrue et de coopération internationale. On peut supprimer l'analphabétisme autrement que par une campagne mondiale et il faut examiner les autres possibilités.

23. M. JANTUAH (Ghana) approuve le représentant de l'Inde et prie instamment la délégation des Etats-Unis de retirer son amendement.

24. M. MALHOTRA (Népal) pense qu'un problème de sémantique se pose à la Commission. Une campagne mondiale suppose bien l'adoption des mesures auxquelles il est fait allusion aux paragraphes 1, 2 et 3 du dispositif. L'idée d'une action mondiale, mentionnée au paragraphe 3, pourrait peut-être aussi apparaître au paragraphe 5, qu'on amenderait ainsi: "... d'appuyer les efforts nationaux dans le cadre d'une campagne mondiale pour la suppression de l'analphabétisme grâce à une action mondiale de coopération et d'assistance internationales...".

25. M. EL BANNA (République arabe unie) ne saurait accepter l'amendement oral des Etats-Unis, qui donnerait l'impression que les autres mesures peuvent remplacer la campagne mondiale. Cette campagne est essentielle et suppose l'adoption de certaines mesures.

26. M. VIDAL ZAGLIO (Uruguay), parlant au nom des pays d'Amérique latine coauteurs du projet de résolution, est d'avis que l'adoption de l'amendement oral des Etats-Unis élargirait la portée du paragraphe 5 jusqu'à empêcher d'atteindre le but visé, à savoir la suppression de l'analphabétisme. Il convient de garder le texte actuel et d'inviter la délégation des Etats-Unis à revoir sa position.

27. M. HOLMES (Irlande) propose de remplacer les mots "campagne mondiale", au paragraphe 5, par les mots "action mondiale", qui figurent au paragraphe 3.

28. M. CAPPELEN (Norvège) déclare que sa délégation et celles des autres pays nordiques attachent une importance considérable à la question débattue et souhaiteraient donc que le projet de résolution soit adopté unanimement. Tout en appuyant l'idée d'une action internationale pour supprimer l'analphabétisme, elles accepteraient l'amendement oral des Etats-Unis.

29. M. KANO (Nigéria) ne voit pas de différence entre "campagne mondiale" et "action mondiale". Il reconnaît que le paragraphe 5 du dispositif ne propose aucune mesure précise et invite la délégation des Etats-Unis à ne pas insister sur son amendement.

30. M. BEN SAOUD (Libye) rappelle que le dictionnaire de Webster définit une "campagne" comme un ensemble d'opérations destinées à obtenir le résultat cherché. Il ne voit pas pourquoi l'emploi de ce terme soulève des objections.

31. M. CHAMMAS (Liban) estime comme le représentant du Népal que la Commission s'engage dans un débat de sémantique. Modifier à nouveau le paragraphe 5 du dispositif serait simplement l'affaiblir. Dans ce paragraphe, on se borne à inviter le Secrétaire général et d'autres hauts fonctionnaires à "étudier les moyens"; on aura tout le temps d'examiner la question au fond quand le rapport viendra devant l'Assemblée générale à sa dix-neuvième session.

32. M. AYARI (Tunisie) propose, pour concilier les positions de l'Inde et des Etats-Unis, d'ajouter les mots "et toutes autres mesures, si nécessaire" après les mots "campagne mondiale", au paragraphe 5.

33. M. TELL (Jordanie) appuie le texte actuel, comme ses versions précédentes. On ne fait que jouer sur les mots. M. Tell demande aux auteurs des derniers amendements de ne pas insister et de laisser voter la Commission. Il est clair que le texte du paragraphe 5 tel qu'il figure dans le projet de résolution à l'étude convient à la majorité.

34. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) accepterait l'amendement tunisien s'il était modifié ainsi: "et toutes autres mesures, si cela est souhaitable". Sa délégation pourrait alors appuyer l'ensemble du projet de résolution.

35. M. AYARI (Tunisie) fait observer que le mot "nécessaire" devrait être maintenu dans le texte français, l'anglais "advisable" ne pouvant être traduit exactement.

36. M. JAZAIRY (Algérie) ne peut parler au nom de tous les auteurs du projet, mais juge la suggestion tunisienne acceptable.

37. M. DJOBO (Togo) estime que dans l'amendement tunisien, il faudrait supprimer la virgule après le mot "mesures" pour bien préciser que les mots "si nécessaire" s'appliquent à ces "autres mesures" et non à la "campagne mondiale".

38. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) n'y est pas opposé.

39. M. SOUSSANE (Maroc) est prêt à accepter la proposition tunisienne.

40. M. BEN SAOUD (Libye) y est également disposé, si elle permet un vote unanime.

41. M. SIMHA (Inde) suggère de lever la séance pour permettre aux auteurs de se mettre d'accord sur la proposition tunisienne.

42. M. CARANICAS (Grèce) propose de clore la liste des orateurs et de passer au vote dès l'ouverture de la séance suivante.

43. M. TELL (Jordanie) présente une motion d'ajournement.

44. M. KANO (Nigéria) et M. AYARI (Tunisie) sont opposés à ce que la séance soit levée, car un accord est en vue.

Par 34 voix contre 19, avec 34 abstentions, la motion d'ajournement est rejetée.

45. M. CHAMMAS (Liban) appuie la proposition tunisienne.

46. M. JANTUAH (Ghana) se déclare actuellement incapable de voter pour ou contre le projet de résolution amendé. Il ne peut comprendre pourquoi la délégation des Etats-Unis maintient avec tant d'intransigeance un amendement qui ne fait qu'obscurcir le débat. La proposition tunisienne ajoute à la confusion en amendant un texte tout d'abord parfaitement inutile. M. Jantuah, de nouveau, prie instamment le représentant des Etats-Unis de retirer son amendement.

47. M. MALHOTRA (Népal) estime qu'une certaine confusion s'est produite dans l'esprit des auteurs du projet de résolution; ils pensaient en effet que la proposition tunisienne s'appliquait non à ce projet, mais à l'amendement oral de l'Algérie. A cet amendement, il a lui-même proposé un sous-amendement. M. Mal-

hotra ne voit pas comment la Commission pourrait passer immédiatement au vote, et il propose que les auteurs se réunissent avant la séance suivante pour préciser leur position.

48. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) serait prêt, pour tenir compte de l'appel du représentant du Ghana, à accepter les mots "et toutes autres mesures si cela est souhaitable"; à défaut, il s'en remet à un vote.

49. M. AYARI (Tunisie) précise que sa proposition s'applique aussi bien au paragraphe 5 du projet de résolution lui-même qu'à ce paragraphe amendé oralement par le représentant de l'Algérie.

50. M. ALI (Pakistan) considère que la séance devrait être levée de manière à permettre aux auteurs de se réunir.

51. M. BRILLANTES (Philippines) présente une motion d'ajournement.

Par 56 voix contre une, avec 13 abstentions, la motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 13 h 10.